FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

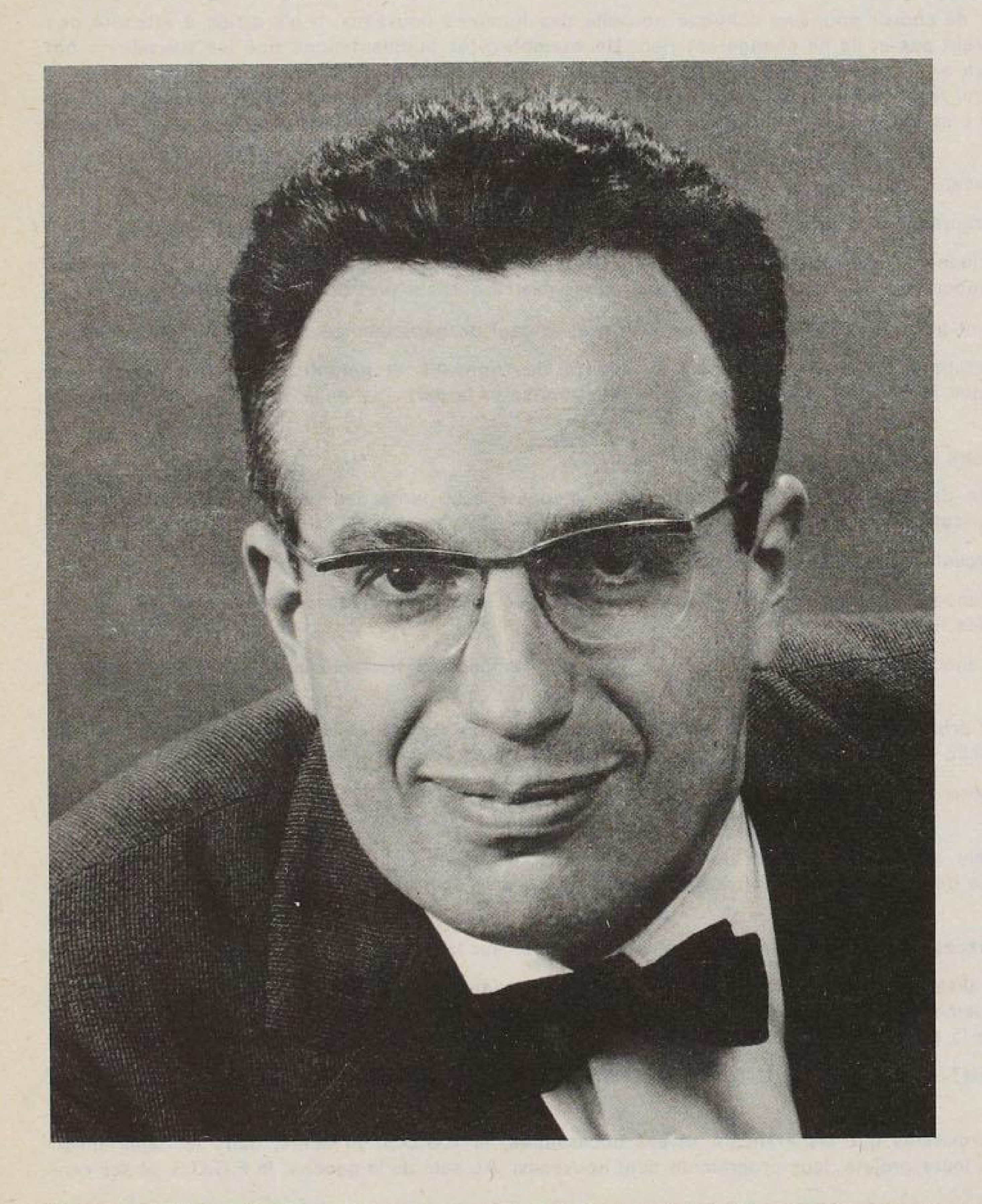
(S. F. I. O. - PARTI RADICAL - CONVENTION)

JACQUES ZIGHERA

38 ans, marié, deux enfants,
économiste conseil

ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Université de Harvard,
ancien vice-président de la Fédération Mondiale des Jeunesses Libérales et Radicales,
membre du Bureau du Mouvement Libéral pour l'Europe Unie,

administrateur principal (e.c.) à la Communauté Economique Européenne,
membre du Bureau National et président de la Commission des Affaires Economiques du Parti Radical,
lieutenant de réserve de l'Armée de l'Air.





Suppléant :

Robert DEVAY

44 ans, marié, un enfant
représentant en papeterie
conseiller municipal du 3e arrondissement
président du comité radical-socialiste du 6e arrondissement

LES RÉFORMES NÉCESSAIRES DANS LE CALME

Electrices, Electeurs,

Vous allez voter. Mais ces élections ne sont pas comme les autres. Le Gouvernement n'en voulait pas il y a un mois. Il a été contraint de dissoudre une Assemblée qui ne représentait pas la volonté des Français. Vous allez voter, vous allez élire maintenant d'autres hommes pour faire une politique nouvelle.

La majorité a fait faillite. Les gaullistes sont au pouvoir depuis dix ans. « Dix ans dans la vie d'un peuple, ce n'est pas grand chose » ose dire le Général de Gaulle. Erreur : dix ans c'est beaucoup pour ceux qui attendent, c'est beaucoup en ce moment où il faut faire vite, dans nos villes, nos campagnes, nos entreprises, nos écoles, nos universités. Les moyens de transformer la France, les gaullistes les ont eus. Qu'en ont-ils fait? Il a fallu la grève récente pour qu'ils reconnaissent publiquement leur échec. Parce que leur pouvoir s'effondrait, ils ont crié au complot anti-républicain. Mais la République et son drapeau appartiennent à tous les Français. Refuser le gaullisme, ce n'est pas combattre la République.

Nous savons tous la vérité : le désordre actuel est le produit de dix ans de gaullisme. La crise est née du refus d'entendre les exigences des Français, et en particulier celles des moins favorisés d'entre eux. Un homme décide pour tous, loin de tous, et à l'abri de tout contrôle. On a systématiquement réduit, jusqu'à les étouffer, les possibilités que nous devons avoir de discuter, d'intervenir dans les affaires qui nous regardent. Cela doit changer.

Maintenant le Général de Gaulle nous propose le remède miracle : la participation. Une participation à sa manière, aussi creuse que les fameuses « années sociales ». Un slogan de plus.

Alors la première chose à faire, c'est de choisir pour une politique nouvelle des hommes nouveaux. Il n'y a rien à attendre des hommes de l'ancienne majorité : ils ne changeront pas et ils ne changeront rien. Un exemple : les augmentations que les travailleurs ont obtenues par la grève, qu'en restera-t-il dans un an? Comment empêcher la hausse des prix, la dévaluation, sans réviser profondément le Plan? Sans réviser une politique économique qui favorise les gros intérêts? Si vous ramenez à l'Assemblée les mêmes hommes qui sont responsables de ces échecs, ils continueront ; et vous vous retrouverez, ouvriers, employés, commerçants, cadres, étudiants, paysans, dans la même situation qu'avant.

Solutions nouvelles et hommes nouveaux, voilà ce que vous propose la F.G.D.S. :

— 600 000 étudiants réclament et entreprennent la refonte de l'Université.

« La F.G.D.S. a la volonté de servir la jeunesse et non de se servir d'elle » (Programme du 14 juillet 1966). Elle refuse un enseignement de classe et veut créer une université démocratique au sein de laquelle les jeunes exerceront leur part de responsabilité.

— 10 millions de travailleurs réclament leur part des fruits de l'expansion et exigent de participer au contrôle de l'économie.

La F.G.D.S. propose un Plan démocratique qui mette l'économie au service des hommes et garantisse le plein emploi ; un statut du travailleur salarié avec la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise et la participation à la gestion et au contrôle de l'entreprise ; une fiscalité juste.

— 7 millions de paysans refusent d'être les parias de l'économie industrielle.

La F.G.D.S. veut intégrer l'agriculture dans cette économie ; elle propose d'aboutir à la parité des revenus, de moderniser les conditions et les structures de l'exploitation agricole.

— 4 000 000 d'artisans et de commerçants s'inquiètent de leur avenir.

La F.G.D.S. propose une politique d'ensemble qui, en réformant tout le secteur de distribution n'abandonnera pas les artisans et les petits commerçants à l'appétit des intérêts financiers.

— 50 000 000 de Français attendent encore que la presse et surtout l'O.R.T.F. remplissent leur mission d'information de façon loyale, complète et objective.

La F.G.D.S. déclare : « le principe du droit à l'information et la garantie de son exercice figureront dans la Constitution... ». Elle mettra la radio et la télévision au service du public et de la nation. (Programme de 1966.)

— Les Français exigent de pouvoir gérer par eux-mêmes les affaires de leurs villes et de leurs campagnes, de leurs communes et de leurs régions.

La F.G.D.S. entend élargir l'autonomie des communes par une réforme financière réaliste et la réduction de la tutelle administrative. La F.G.D.S. définit une véritable politique d'aménagement du territoire. Cette politique sera élaborée et menée, dans le cadre du Plan, par des institutions régionales représentatives.

— Les Français s'inquiètent des menaces que les crises internationales font peser sur la paix.

La F.G.D.S. refuse l'isolement nationaliste et la course vaine vers l'armement atomique. Elle fonde sa politique de paix sur la coopération entre les peuples pour le développement du Tiers-Monde, sur l'union et l'indépendance de l'Europe en face des autres puissances. L'Europe des peuples est la chance de la paix. Elle est aussi la chance de notre civilisation et de l'avenir de notre nation.

A TERME, SEUL UN GOUVERNEMENT EUROPÉEN ET UN PARLEMENT EUROPÉEN ÉLU POURRONT FOURNIR LA RÉPONSE AUX PROBLÈMES DU MONDE DE DEMAIN.

Pour ce renouveau, pour ces transformations que les Français savent nécessaires, la F.G.D.S. présente, dans le département du Rhône, des hommes nouveaux. Leurs idées, leurs projets, leur programme sont nouveaux. Au sein de la gauche, la F.G.D.S. et ses candidats assureront la rénovation de notre pays.

Jacques ZIGHERA

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

IMP. GOUGENHEIM-LYON